

D'ici 2070, un tiers des régions perdraient des habitants

Insee Première • n° 1930 • Novembre 2022



D'ici 2070, la population augmenterait moins vite ou continuerait de diminuer dans toutes les régions de France métropolitaine. Les populations des régions du Sud et de l'Ouest, où la croissance démographique est actuellement la plus forte, seraient les seules à croître sur la période 2018-2070 grâce à une contribution positive de leur solde migratoire. En 2018, la population aurait déjà dépassé son pic dans 38 départements, dont 14 depuis plus de dix ans ; d'ici 2070, 91 départements seraient dans cette situation.

La population vieillirait sensiblement sur tous les territoires : dans 64 départements, plus de 30 % des habitants seraient âgés de 65 ans ou plus en 2070 alors qu'aucun département n'est dans cette situation en 2018.

Outre-mer, les perspectives démographiques seraient contrastées. Dans les Antilles, la population continuerait de baisser, tandis qu'elle augmenterait vivement à Mayotte et en Guyane et dans une moindre mesure à La Réunion.

En 2018, la population en France était de 66,9 millions d'habitants. L'Insee a révisé fin 2021 le scénario central des projections de population : si les tendances démographiques récentes se poursuivaient, la population en 2044 atteindrait 69,3 millions d'habitants, puis diminuerait pour s'établir à 68,1 millions d'habitants en 2070 ► **encadré**. Cette perspective d'un pic démographique est partagée par toutes les régions métropolitaines : la Bourgogne-Franche-Comté, le Centre-Val de Loire, le Grand Est, les Hauts-de-France et la Normandie ont atteint leur pic démographique en 2015 et les autres régions métropolitaines l'atteindraient après 2044. Entre 1995 et 2018, la population de toutes les régions métropolitaines augmentait, avec une croissance annuelle moyenne comprise entre 0,13 % et 1,18 % ► **figure 1**. Sur la période 2018-2050, la population augmenterait moins vite dans deux tiers des régions métropolitaines et continuerait de diminuer dans le tiers restant. Entre 2050 et 2070, la croissance de la population ne dépasserait 0,1 % par an dans aucune région. En Occitanie, région où la population augmenterait le plus entre 2050 et 2070, la croissance démographique serait de 0,06 % en moyenne par an, contre 0,98 % entre 1995 et 2018. Avec les Pays de la Loire, ce serait la seule région métropolitaine à ne pas perdre des habitants entre 2050 et 2070.

Sur toute la période de la projection, entre 2018 et 2070, la population augmenterait sensiblement dans les seules régions du sud et de l'ouest de la France, en particulier en Occitanie, dans les Pays de la Loire, en Corse, en Bretagne et en Nouvelle-Aquitaine, où le **taux de croissance annuel moyen** serait compris entre 0,13 % et 0,25 %. Il serait également positif en Auvergne-Rhône-Alpes (0,15 %). Inversement, en Normandie, Bourgogne-

Franche-Comté et dans le Grand Est, le recul approcherait 0,30 % par an en moyenne. D'ici 2070, la population diminuerait aussi de manière significative dans les régions Hauts-de-France et Centre-Val de Loire, respectivement de 0,20 % et 0,13 % par an en moyenne. La population de l'ensemble des départements d'outre-mer (DOM) augmenterait, avec cependant des disparités départementales importantes.

► 1. Taux de croissance annuels moyens régionaux de la population entre 1995 et 2070

	Observé	Scénario central			Scénario population haute	Scénario population basse
	1995-2018	2018-2050	2050-2070	2018-2070	2018-2070	2018-2070
Occitanie	0,98	0,37	0,06	0,25	0,52	-0,04
Pays de la Loire	0,80	0,33	0,01	0,21	0,49	-0,09
Corse	1,18	0,30	-0,02	0,18	0,41	-0,07
Bretagne	0,70	0,27	-0,02	0,16	0,43	-0,14
Auvergne-Rhône-Alpes	0,68	0,25	-0,01	0,15	0,44	-0,17
Nouvelle-Aquitaine	0,62	0,23	-0,03	0,13	0,42	-0,18
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,60	0,11	-0,05	0,05	0,29	-0,22
Île-de-France ¹	0,51	0,08	-0,10	0,01	0,28	-0,28
Centre-Val de Loire	0,27	-0,09	-0,18	-0,13	0,14	-0,41
Hauts-de-France	0,13	-0,16	-0,27	-0,20	0,07	-0,50
Grand Est	0,16	-0,22	-0,37	-0,28	0,01	-0,61
Bourgogne-Franche-Comté	0,13	-0,27	-0,32	-0,29	0,01	-0,62
Normandie	0,20	-0,25	-0,35	-0,29	0,01	-0,61
Ensemble des DOM ¹	nd	0,44	0,59	0,50	1,03	-0,06

DOM : département d'outre-mer ; nd : non disponible.

¹ Les directions régionales de l'Insee Île-de-France et Réunion-Mayotte publient également des scénarios tendanciels pour prolonger les tendances passées spécifiques à leur territoire.

Lecture : entre 1995 et 2018, la population dans les Hauts-de-France a augmenté de 0,13 % en moyenne par an. Entre 2050 et 2070, selon le scénario central, elle diminuerait de 0,27 % en moyenne par an.

Source : Insee, recensements de la population de 1995 à 2018, projections démographiques Omphale 2018-2070.

Des scénarios alternatifs d'évolution des composantes démographiques (fécondité, mortalité et migrations résidentielles) conduiraient à des constats très différents. La population augmenterait dans l'intégralité des régions ou se stabiliserait d'après le scénario « population haute », qui combine toutes les hypothèses en faveur d'une population élevée (hypothèse de fécondité haute, espérance de vie haute et solde migratoire avec l'étranger élevé), et inversement d'après le scénario « population basse ».

Toutefois, le classement entre régions selon le taux d'évolution entre 2018 et 2070 resterait identique quel que soit le scénario. Ainsi, les évolutions de la population dans les régions du Sud et de l'Ouest seraient toujours les plus positives.

14 départements perdent des habitants depuis près de 10 ans

Les projections de population localisées à l'échelle départementale offrent également une vision contrastée des perspectives démographiques ► **figure 2**. Dans 14 départements sur 101, le pic de population serait déjà dépassé depuis dix ans ou plus, sans que les perspectives démographiques du scénario central ne viennent renverser la tendance. Pour 24 autres départements, ce pic serait dépassé au cours des années 2010. La population des départements situés le long de la diagonale des faibles densités, de la Moselle au Lot-et-Garonne, ainsi que celle de la plupart des départements des Hauts-de-France, du Grand Est et de la Normandie diminuerait globalement d'ici 2070. La façade atlantique, l'Occitanie, et le sud-est de la France connaîtraient des retournements démographiques plus tardifs, à compter de 2040. Seuls 10 départements (Ariège, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Tarn, Tarn-et-Garonne, Guyane et Mayotte) auraient une population toujours en hausse jusqu'en 2070. Les départements des DOM présenteraient des perspectives démographiques opposées : la population de la Martinique et de la Guadeloupe diminuerait fortement, tandis que les perspectives seraient plus favorables en Guyane, à La Réunion et à Mayotte. L'Île-de-France résisterait également globalement mieux que la moyenne nationale. Paris ferait figure d'exception, avec une poursuite de la diminution de sa population, initiée il y a plus d'une dizaine d'années.

La fécondité détermine en grande partie le ralentissement démographique

L'année où la population départementale atteindrait son maximum dépend des hypothèses d'évolution choisies

► Encadré - Le modèle Omphale et les scénarios démographiques

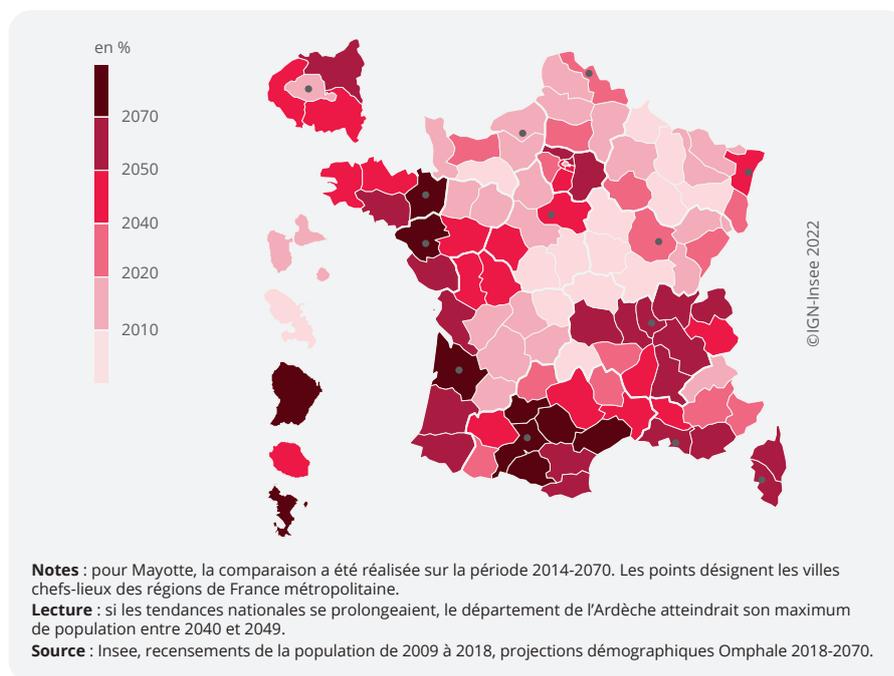
Les projections locales 2018-2070 présentées dans cette étude constituent une déclinaison des projections de population 2021-2070 pour la France diffusées par l'Insee en novembre 2021 [Algava, Blanpain, 2021a]. Le **modèle Omphale** permet de réaliser des projections infranationales en projetant d'année en année les pyramides des âges des différents territoires.

L'évolution de la population par sexe et âge repose sur des hypothèses d'évolution de trois composantes : la fécondité, la mortalité et les migrations (flux internes à la France et solde migratoire avec l'étranger). Ces évolutions, semblables quel que soit le territoire, sont appliquées aux comportements observés sur la zone d'intérêt. Le point de départ des projections est la population 2018 issue du recensement de la population.

Différents scénarios sont élaborés selon les hypothèses retenues. Le scénario central décline localement les évolutions nationales fondées sur l'observation du passé récent (hors pandémie de Covid-19) : un solde migratoire avec l'étranger de + 70 000 personnes par an à compter de 2021, une fécondité stable à 1,8 enfant par femme à partir de 2023 et des gains d'espérance de vie réguliers pour atteindre 90,0 ans pour les femmes et 87,5 ans pour les hommes à l'horizon 2070. Les autres scénarios se conçoivent comme des modulations appliquées aux dernières tendances observées, en modifiant l'hypothèse d'évolution d'une ou de plusieurs composantes. Les comportements migratoires internes à la France sont quant à eux maintenus constants tout au long de la projection, quel que soit le scénario retenu. Les projections ne doivent pas être assimilées à des prévisions : il est impossible de prédire comment évolueront exactement les différentes composantes démographiques dans le futur. Les projections de population permettent d'illustrer et d'objectiver l'impact d'évolutions possibles des comportements démographiques sur la structure et la taille de la population à moyen et long terme.

Les données relatives aux différentes projections « standards » (régionales et départementales), fondées sur la même méthode pour toutes les régions et tous les départements, sont disponibles sur le site insee.fr. Les 15 directions régionales de l'Insee peuvent également construire des jeux spécifiques d'hypothèses prenant en compte des spécificités locales qu'il est complexe d'intégrer de manière harmonisée à l'échelle nationale. Ces jeux d'hypothèses peuvent conduire à des projections de population différentes de la présente publication, potentiellement plus adaptées à des considérations locales, mais sans garantie de cohérence avec les projections nationales.

► 2. Année au cours de laquelle la population départementale serait maximale selon le scénario central



pour les différentes composantes démographiques. Dans le scénario central, la fécondité mesurée par l'**indice conjoncturel de fécondité (ICF)** au niveau national diminuerait de 2018 à 2023, pour se stabiliser à 1,8 enfant par femme. L'hypothèse haute de fécondité, avec une augmentation progressive de l'ICF pour s'établir à

2,0 enfants par femme au niveau national en 2030, retarderait, voire annulerait complètement, l'existence d'un point de bascule de la population dans de nombreux départements d'ici 2070. Avec cette fécondité haute, plus de la moitié des départements continueraient de gagner des habitants jusqu'en 2070. Le ralentissement démographique

toucherait uniquement les départements de la diagonale des faibles densités, et les régions Grand Est, Normandie, Bourgogne-Franche-Comté et Hauts-de-France. Inversement, avec une fécondité basse où l'ICF baisserait progressivement pour s'établir à 1,6 enfant par femme au niveau national, la population atteindrait son pic démographique avant 2070 dans tous les départements à l'exception de la Guyane et de Mayotte.

Les valeurs futures de la fécondité sont donc susceptibles de générer des dynamiques démographiques locales extrêmement divergentes.

Le solde migratoire explique une grande partie des disparités régionales.

Le **solde naturel** limiterait la croissance démographique dans toutes les régions métropolitaines hors Île-de-France ► **figure 3**. L'arrivée aux grands âges de la génération du *baby-boom* générerait un surcroît de décès dans les prochaines années, tandis que les naissances diminueraient. L'Île-de-France serait une exception notable, avec un solde naturel contribuant positivement à sa croissance démographique. La population francilienne est en effet la plus jeune de France métropolitaine, avec une fécondité élevée. Dans quelques autres régions également plus jeunes, comme Auvergne-Rhône-Alpes, les Hauts-de-France ou, dans une moindre mesure, les Pays de la Loire, les contributions du solde naturel seraient faiblement négatives.

Les régions du sud et de l'ouest de la France, plus attractives, parviendraient à maintenir une croissance moyenne de leurs populations grâce aux migrations internes ou internationales. En Corse, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Bretagne, Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes, l'excédent migratoire compenserait le déficit naturel et contribuerait à l'augmentation de la population. Les flux migratoires positifs ne permettraient pas de compenser le déficit naturel en Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire. Le solde migratoire nul ou négatif dans le Grand Est et les Hauts-de-France pèserait sur la croissance démographique. L'Île-de-France aurait un **solde migratoire** très déficitaire, comme depuis de nombreuses années.

Dans les départements d'outre-mer, les populations de Mayotte, de La Réunion et de la Guyane augmenteraient fortement, portées principalement par le solde naturel, tandis que les déficits migratoires de la Guadeloupe et de la Martinique seraient amplifiés par des soldes naturels négatifs.

► 3. Contributions aux taux de croissances annuels moyens régionaux entre 2018 et 2070 selon le scénario central

	TCAM (en %)	Contribution au TCAM du solde naturel (pp)	Contribution au TCAM du solde migratoire (pp)
Auvergne-Rhône-Alpes	0,15	-0,03	0,18
Bourgogne-Franche-Comté	-0,29	-0,42	0,13
Bretagne	0,16	-0,38	0,54
Centre-Val de Loire	-0,13	-0,28	0,15
Corse	0,18	-0,54	0,72
Grand Est	-0,28	-0,30	0,02
Hauts-de-France	-0,20	-0,03	-0,17
Île-de-France ¹	0,01	0,49	-0,48
Normandie	-0,29	-0,35	0,06
Nouvelle-Aquitaine	0,13	-0,48	0,61
Occitanie	0,25	-0,29	0,54
Pays de la Loire	0,21	-0,12	0,33
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,05	-0,25	0,30
Ensemble des DOM ¹	0,50	0,80	-0,30

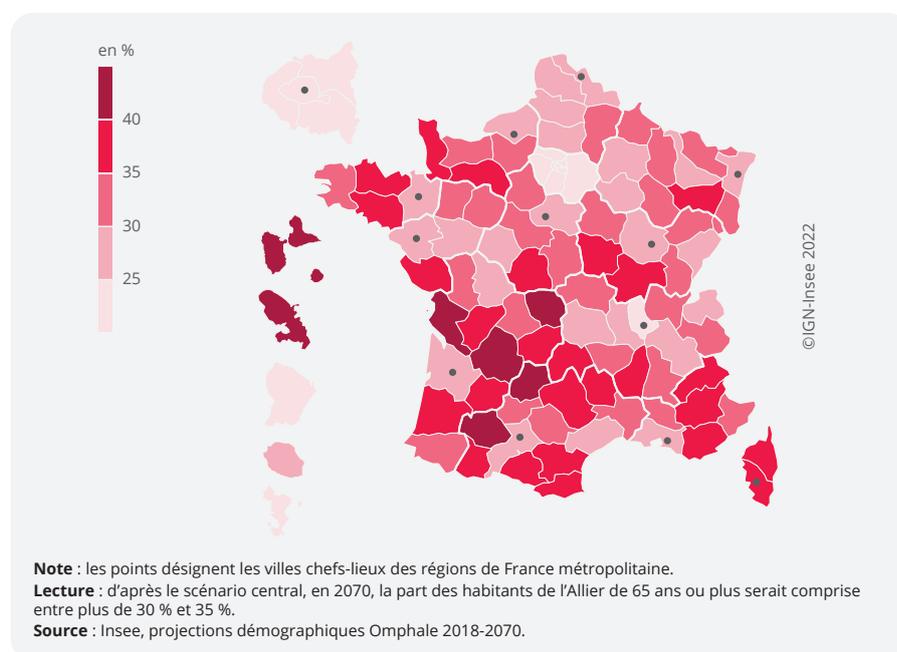
DOM : département d'outre-mer ; pp : point de pourcentage.

¹ Les directions régionales de l'Insee Île-de-France et Réunion-Mayotte publient également des scénarios tendanciels pour prolonger les tendances passées spécifiques à leur territoire.

Lecture : entre 2018 et 2070, selon le scénario central, la population d'Occitanie croîtrait en moyenne de 0,25 % par an. Le solde naturel contribuerait à hauteur de -0,29 pp et serait compensé par un solde migratoire qui contribuerait à hauteur de 0,54 pp.

Source : Insee, projections démographiques Omphale 2018-2070.

► 4. Part des 65 ans ou plus dans la population en 2070 selon le scénario central



Un vieillissement rapide de la population sur tous les territoires

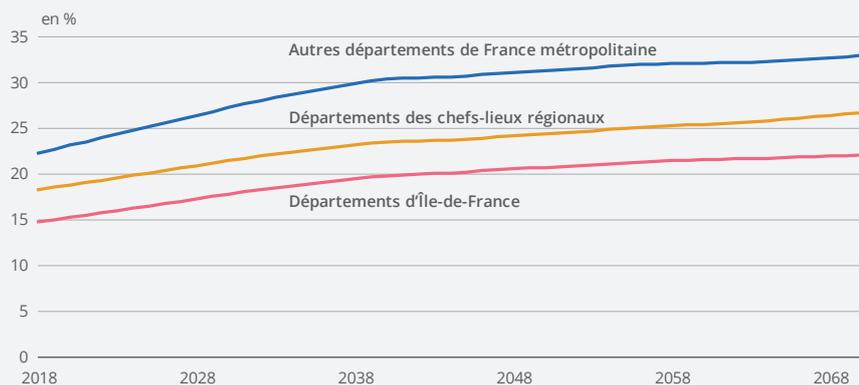
Si l'évolution de la population sur la période 2018-2070 serait relativement mesurée, la composition de celle-ci changerait de manière beaucoup plus radicale. 20 millions de personnes auraient 65 ans ou plus en 2070, soit 29 % de la population, contre 20 % en 2018. Ce vieillissement de la population toucherait tous les départements de France métropolitaine dans des proportions importantes ► **figure 4**. Dans 62 départements de France métropolitaine, plus de 30 % des habitants auraient 65 ans ou plus en 2070, alors qu'en 2018, la part des personnes de 65 ans ou plus est inférieure à 30 % dans tous les départements. Dans cinq

départements métropolitains, comme la Dordogne ou la Charente-Maritime, les seniors constitueraient même plus de 40 % de la population en 2070.

Les différences géographiques actuelles seraient toujours visibles en 2070, avec des départements du Massif central, de la Bretagne et du Sud ayant une part de seniors plus importante que les départements du Nord et de l'Est. La façade atlantique et le littoral breton demeuraient des territoires avec une part importante de seniors. Les départements d'Île-de-France resteraient des territoires avec une part de seniors relativement moins importante.

Outre-mer, les dynamiques démographiques seraient également

► 5. Part des 65 ans ou plus dans la population en 2070 selon la catégorie de départements selon le scénario central



Lecture : en 2070, 26,7 % des habitants des départements des chefs-lieux régionaux auraient 65 ans ou plus d'après le scénario central.

Source : Insee, projections démographiques Omphale 2018-2070.

opposées : l'augmentation de la part des seniors dans la population serait extrêmement rapide en Guadeloupe et en Martinique, ce qui ne serait pas le cas dans les trois autres DOM.

La population des chefs-lieux régionaux continuerait d'augmenter davantage que dans les autres départements métropolitains, à l'exception de Paris

En France métropolitaine, hormis Paris, les départements contenant des chefs-lieux de région auraient des dynamiques démographiques plus favorables que les autres départements. Cinq de ces douze départements atteindraient leur

pic de population avant 2050. Selon le scénario central, la population en 2070 de cette catégorie de départements serait supérieure de 9 % à celle de 2018. Dans la même période, la population des autres départements métropolitains (hors Île-de-France) diminuerait de presque 3 %.

Dans les départements contenant des chefs-lieux régionaux, le vieillissement de la population serait moins prononcé ► **figure 5**, en partie en raison de la présence de pôles universitaires et d'emplois. Selon le scénario central, 27 % de la population des départements de chefs-lieux de région serait âgée de 65 ans ou plus en 2070. Cette proportion serait de 33 % dans l'ensemble des autres départements de France métropolitaine,

tandis qu'en Île-de-France, elle serait de 22 %. La hausse serait la plus marquée principalement d'ici le milieu des années 2030, avec l'arrivée de la génération du *baby-boom* aux grands âges, puis augmenterait plus modérément jusqu'à la fin de la période de projection. Les écarts entre les départements chefs-lieux régionaux et les autres départements de France métropolitaine s'accroîtraient entre 2018 et 2070. ●

Arthur Cazaubiel, Amel El Guendouz (Insee)



Retrouvez les données en téléchargement sur www.insee.fr

► Définitions

Le **taux de croissance annuel moyen (TCAM)** est un taux de croissance lissé sur plusieurs années. Le TCAM permet notamment de comparer des évolutions sur des durées différentes.

Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

L'**indicateur conjoncturel de fécondité (ICF)**, ou somme des naissances réduites, mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

► Pour en savoir plus

- **Cries Île-de-France**, « Projections démographiques en Île-de-France à horizon 2070 : vieillissante, la région resterait la plus jeune de France métropolitaine », *Insee Flash Île-de-France* n° 72, novembre 2022.
- **Dehon M.**, « Une population en hausse et vieillissante malgré des naissances nombreuses », *Insee Analyses La Réunion* n° 77, novembre 2022.
- **Algava É., Blanpain N.** : « 68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée », *Insee Première* n° 1881, novembre 2021a.
- **Algava É., Blanpain N.**, « Projections de population pour la France - méthode et hypothèses », *Documents de travail* n° F2021-05, novembre 2021b.
- **Algava É., Blanpain N.**, « Projections de population 2021-2070 pour la France », *Insee Résultats*, novembre 2021c.

► Sources et Méthodes

Le **modèle Omphale** a été utilisé pour réaliser les projections infranationales présentées dans cette étude.

La prise en compte de la crise sanitaire liée à la Covid-19

Le point de départ des projections est la population locale 2018 telle que mesurée par le recensement de la population. La crise sanitaire liée à la Covid-19 ayant fortement affecté les composantes démographiques en 2020 et 2021, divers aménagements et vérifications ont été réalisés pour s'assurer de la pertinence des projections dans ce contexte :

- tous les indicateurs démographiques habituellement calculés sur cinq ans l'ont été sur une fenêtre plus réduite (2017-2019), pour éviter que la crise sanitaire ne vienne biaiser le niveau standard local de la mortalité ou de la fécondité ;
- des contrôles ont été mis en place pour s'assurer que les écarts faibles entre la modélisation de la mortalité dans Omphale et la réalité locale n'affectaient que marginalement les projections de population départementales à moyen terme. À l'horizon 2050, les écarts de population générés étaient de l'ordre de 0,1 %, très largement inférieurs aux différences qui existent entre les scénarios standards. Ce faible impact est principalement dû au fait que les populations les plus touchées par la surmortalité étaient âgées, donc peu susceptibles d'avoir des enfants dans les prochaines années, peu mobiles géographiquement, et avec des probabilités élevées de décéder d'ici 2050.

Direction générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef :
B. Lhommeau,
S. Pujol

Rédaction :
Anne Saint-Ourens,
P. Glénat

Maquette :
B. Rols

@InseeFr
www.insee.fr

Code Sage : IP221930
ISSN 0997-6252
© Insee 2022
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

